agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/RD CONGO – Faire confiance à la cohésion du peuple congolais pour outrepasser la guerre dans l'est du pays

Kinshasa (Agence Fides) – « Malgré la complexité de la situation et l'incertitude du moment, le Président Kabila a une occasion unique pour neutraliser le M23: la cohésion du peuple congolais tout entier » affirme le Réseau Paix pour le Congo, dans une note envoyée à l'Agence Fides. Le M23, le mouvement de guérilla opérant dans le Nord Kivu (dans l'est de la République démocratique du Congo) semble s'être divisé en deux factions, l'une favorable aux négociations avec Kinshasa et l'autre intentionnée à poursuivre les hostilités. Mais, selon la note envoyée à Fides, nous nous trouvons face à l'habituel « jeu de poker menteur qui se trame depuis plus de 15 ans dans les Kivus avec une même tactique: diviser les rébellions, signer la paix, intégrer un des groupes rivaux dans l'armée régulière… jusqu'à la prochaine guerre. Une visée à court terme qui dure depuis trop longtemps ».
Le Réseau Paix pour le Congo considère en revanche que le Président Kabila se doit de renforcer l'unité nationale, ainsi qu'il l'avait souhaité dans son discours du 15 décembre 2012, en vue de résoudre la crise dans l'Est. « Il est désormais évident que l'unique voie pour recréer la cohésion nationale est la convocation urgente d'un «dialogue national» avec la participation de toutes les forces de la Nation: Gouvernement, Parlement (Majorité et opposition), opposition extraparlementaire et Société Civile. La crise de l'insécurité dans l'est du Pays (une guerre de basse intensité avec des étapes répétitives) fait partie d'une crise générale de toute la nation et l'aggrave » affirme la note.
C'est dans le cadre d'un dialogue national que le peuple congolais peut rechercher et proposer des orientations et des initiatives appropriées pour résoudre les crises répétitives de l'est du Pays, en assurant le strict respect de la Constitution, en réalisant les réformes nécessaires des services de sécurité (l'armée, la police et les services des renseignements), de la justice (création de la Cour Constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat), du système électoral (une commission électorale plus transparente et plus indépendante des partis politiques) et en assurant une bonne gestion des ressources naturelles (mines, pétrole, forêts et agriculture), en vue d'améliorer les conditions sociales de la population (droits de l'homme, infrastructures, éducation et santé). « La discussion de ces questions appartient au peuple congolais dans son ensemble et ne peut pas être l'objet de négociations entre le gouvernement et un groupe armé. C'est ce débat national qui pourra recréer cette cohésion nationale nécessaire pour résoudre le problème des groupes armés » conclut la note. (L.M.) (Agence Fides 16/03/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it